



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023094-0002
de mise en demeure de la société REVIVAL à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES

—
La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-1, L. 541-2, L. 541-3, L. 171-7 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-1825 du 9 juin 2008 autorisant la société ESKA (devenue REVIVAL) à exploiter ses installations de stockage et récupération de métaux ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023034-0001 du 3 février 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30 mai 2022 établi à l'issue de la visite d'inspection du 12 avril 2022 ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 7 juin 2022 de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé, auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les observations apportées par l'exploitant en date du 29 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susmentionné prescrit à son dernier alinéa :

« Les ensembles découpés au chalumeau devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables » ;

CONSIDÉRANT que, lors de l'inspection du 12 avril 2022, il a été constaté des découps au chalumeau sur un matériau métallique comportant des matières combustibles entraînant un risque incendie accru, des émanations d'odeurs et de gaz incommodantes, et potentiellement nocives et polluantes ;

CONSIDÉRANT que ce constat est contraire au dernier alinéa de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 541-2 du code de l'environnement prescrit :

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. » ;

CONSIDÉRANT que les points 2° et 3° du point II de l'article L. 541-1 prescrivent :

« II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet :

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;*
- b) le recyclage ;*
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;*
- d) l'élimination ;*

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ; » ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté des déchets du carton en cours de brûlage sans intervention de la part des opérateurs à proximité et des découpes au chalumeau sur matériaux métalliques contenant des matières combustibles, entraînant un dégagement d'odeurs incommodantes senties à 350 m, et ayant fait l'objet d'une plainte ;

CONSIDÉRANT que le fait de brûler ou de laisser brûler des cartons à l'air libre sur un poste de découpe au chalumeau s'apparente à de l'élimination, mode de traitement le moins privilégié au sens du 2° du point II de l'article L. 541-1 susmentionné ;

CONSIDÉRANT que d'autres modes de traitements étaient possibles, notamment du recyclage ;

CONSIDÉRANT que les découpes au chalumeau sur des matériaux métalliques contenant des matières combustibles ont entraîné une nuisance olfactive contraire aux intérêts défendus au titre du 3° du point II de l'article L. 541-1 ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, la gestion des déchets dont l'exploitant est détenteur n'a pas été faite conformément aux dispositions du chapitre I du titre IV du livre V du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions du point I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société REVIVAL, dont le siège social est situé ZI N°4 à Saint-Saulve (59880), est mise en demeure de respecter pour son site de Rosières-près-Troyes, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de :

- l'article L. 541-2 du code de l'environnement ;
- l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société REVIVAL.
Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **04 AVR. 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.